

Élections Législatives du 14 JUIN 1981



Yves NORMAND

38 ans, Commerçant

Candidat de Centre-Gauche

Suppléante :

Gilberte CARTIAUX

55 ans, Sage-Femme libérale
sans appartenance politique

Candidat de Centre-Gauche.

Libre devant les appareils politiques qui présentent les autres candidats.

Je propose sur les divers problèmes qui préoccupent les électrices et les électeurs de la deuxième circonscription de La Vendée d'intervenir sur les éléments de réflexion suivants :

AGRICULTURE : Garantir de justes revenus en s'appuyant sur la **vérité des prix** et non pas sur des subventions d'État (**l'agriculteur n'est pas un mendiant**).

Lutter contre la désertification des campagnes.

Maîtriser les sols : protection des exploitations familiales.

Liberté d'action — Liberté d'initiative.

Politique européenne très robuste au sein du Marché Commun.

COMMERCE - ARTISANAT - PROFESSIONS LIBÉRALES :

Défendre leurs intérêts contre l'inique **taxe professionnelle si lourde**.

Simplifier une fiscalité permettant à toutes ces activités de se libérer des **entraves administratives** et de pouvoir se consacrer davantage à leurs activités propres sans contrarier les désirs de la population, les préserver contre **l'implantation abusive** et souvent autoritaire de grandes surfaces.

Assurer la promotion hors saison du tourisme vert et des zones côtières Sud-Vendée par **l'étalement des vacances**.

Sur ces activités **CRÉATRICES D'EMPLOIS**, l'ensemble de ces mesures tendra à **RÉSORBER UN CHOMAGE** sans cesse croissant et insupportable, pour tous, dont notre région n'est plus à l'abri.

MES CHOIX SONT SANS ÉQUIVOQUE ;

Pour la liberté de l'enseignement. Il faut donner à cette liberté les moyens de son expression.

Pour la liberté de l'entreprise dans l'initiative privée.

MES PRIORITÉS SERONT LES SUIVANTES :

- **Sur le plan local** : Désenclavement routier du Sud-Vendée et rétablissement d'une desserte S.N.C.F. correcte (Luçon et Fontenay-le-Comte).
Intervention pour retrouver une information télévisée régionale.
- **Sur le plan national** : Pour le maintien du pouvoir d'achat, car résorber le chômage, c'est maîtriser l'inflation.
Pour une politique d'information et de concertation avec les ÉLUS LOCAUX et les associations représentatives.
Pour un soutien de l'aide aux personnes âgées ;
Pour un respect de l'Écologie et à l'écoute de ses représentants.

MON OBJECTIF :

- Contribuer au développement de notre Sud-Vendée et vous aider à y vivre mieux ;
 - Défendre au Parlement vos intérêts pour :
 - Une France indépendante ;
 - Une France dans la Paix ;
 - Une France heureuse ;
 - Une France libre.
- La liberté** est un bien inaliénable et il vaut de vouloir se battre lorsque l'intérêt général est en cause ;

A VOUS DE JUGER

Au plan des libertés individuelles à défendre, l'exemple concret ci-dessous est tout à fait démonstratif.

Mai 1980 : Gilberte CARTIAUX, sage-femme libérale apprend dans les couloirs de l'hôpital, qu'après la fermeture du secteur clinique ouverte de la médecine et de la chirurgie (sauf spécialités) aux praticiens, la clinique ouverte de la maternité sera fermée sur décision **très arbitraire du Conseil d'Administration présidé par le DÉPUTÉ SORTANT**. Le 1^{er} Janvier 1981 elle ne pourra plus accoucher les femmes librement. Les futures mères ne pourront plus accoucher à l'hôpital avec le médecin ou la sage-femme de leur choix.

La nouvelle se répand à la grande surprise de la population. Suit une série de protestations et de démarches qui se heurtent à un refus catégorique : "On ne pouvait pas faire autrement". Le fin mot de l'histoire c'est d'obtenir des prêts sans intérêt de la Sécurité Sociale pour la construction d'un hôpital psychiatrique : souci uniquement financier **QUI NE VEUT ABSOLUMENT PAS TENIR COMPTE DE CE QUE LE PUBLIC ATTEND DE SON HOPITAL**.

Mauvais calcul aussi peut-on répliquer ! Le service maternité de la clinique ouverte est un de ceux qui fonctionne le mieux et se révèle indispensable à l'équilibre du budget de l'établissement.

En réalité c'est une mesure **INADMISSIBLE, INCOHÉRENTE** au travers de laquelle chacun et chacune peut juger ces parlementaires qui, tout en se présentant comme les **SEULS DÉFENSEURS ET GARDIENS** des libertés fondamentales, **LES BAFOUENT OUVERTEMENT** dans la pratique.

Tel est le sens de ma présence aux côtés d'Yves NORMAND.

Surtout que l'on se garde bien de lui donner un autre aspect car ce n'est :

- ni le fait de l'ambition ;
- ni le goût de la politique ;
- ni le souci de "préserver un monopole" ;
- ni même l'esprit de revanche contre les attaques dont j'ai été l'objet de la part des autorités hospitalières.

Il faut **dans la pratique** et non seulement dans les discours **UNE POLITIQUE SOCIALE BASÉE SUR LA LIBERTÉ ET LA CONSULTATION**.

Vu, le candidat.